



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté  
Bureau des procédures  
environnementales et foncières**

**Arrêté n° 53-DCBPEF-2026-030 en date du 3 mars 2026  
fixant des prescriptions complémentaires à la société APROCHIM pour l'exploitant de ses  
installations situées en Zone Industrielle « La Promenade » sur la commune de Grez-en-  
Bouère (53 290).**

La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre Ier du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du même code ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment ses articles 33 et 34 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne 2022-2027, approuvé par arrêté du 18 mars 2022 et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de Mayenne, approuvé par arrêté inter-préfectoral du 28 juin 2007 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-953 bis du 30 juin 2006 réglementant les activités de la société APROCHIM pour son établissement située zone industrielle La Promenade à Grez-en-Bouère, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 29 avril 2019 et du 22 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2026 régulièrement publié, portant délégation de signature à Monsieur Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval ;

Vu le courrier préfectoral du 7 juillet 2016 actant de la mise à jour du classement des installations classées pour l'environnement de la société APROCHIM ;

Vu l'étude des dangers n°R.22.0214 du 11 décembre 2022 complétée en dernier lieu le 3 juillet 2025 et la notice de réexamen quinquennal de l'étude des dangers N°R22.0215 du 11 décembre 2022 transmises le 23 décembre 2022 ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette étude, en date du 3 juillet 2025 ;

Vu le porter-à-connaissance du 19 janvier 2022, complété les 6 mars 2023, 9 octobre 2023, 28 août 2024, 26 juin 2025 et en dernier lieu le 4 décembre 2025 ;

Vu le courrier du 4 décembre 2025 demandant le retrait de la demande de déclassement du site et le maintien au statut de Seveso seuil haut ;

Vu le programme d'autosurveillance pour les rejets aqueux transmis par la société APROCHIM à l'inspection des installations classées le 10 avril 2019 et des compléments apportés à l'issue de l'inspection du 02 mai 2019 ;

Vu la demande de l'inspection des installations de prendre en compte des paramètres supplémentaires ;

Vu le rapport du 20 janvier 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant, par courrier recommandé avec avis de réception en date du 23 février 2026, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement et l'invitant à formuler ses observations ;

Vu le courriel de la société APROCHIM, en date du 25 février 2026 confirmant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que l'étude de dangers mise à jour et la notice de réexamen quinquennale nécessite de modifier certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux du 30 juin 2006 et du 29 avril 2019 ;

Considérant les évolutions sur site et, notamment l'arrêt d'utilisation et le démantèlement complet des enceintes et qu'il convient en conséquence de mettre à jour les prescriptions du site ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le programme de surveillance des rejets aqueux des installations du site en tenant compte des macropolluants et des micropolluants ;

Considérant que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

Considérant que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire, par courrier en date du 23 février 2026 et que par courriel du 25 février 2026 il a indiqué ne pas avoir d'observation à formuler ;

## ARRÊTE

### TITRE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DES PRESCRIPTIONS

#### ARTICLE 1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société APROCHIM implantée Zone Industrielle « La Promenade » sur la commune de Grez-en-Bouère (53290), dont le siège social est situé à la même adresse est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

#### ARTICLE 1.2 - LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles suivantes :

Commune	Parcelles		Surface
	Section	N°	
Grez-en-Bouère	C01	540, 569, 570, 571, 572, 573, 615, 617, 619 et 1226	15ha

#### ARTICLE 1.3 - NATURE DES INSTALLATIONS

##### 1.3.1 ACTIVITÉS CLASSABLES DANS LES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 et le tableau d'actualisation du classement du 7 juillet 2016 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2718-1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Quantité maximale totale est : <b>0,2 t</b> d'hexafluorure de soufre Flux annuel maximal : 6t/an  <b>650t</b> d'appareils contenant de l'huile avec une teneur <50ppm de PCB  <b>610 m³</b> de liquides – stockage : – 4 cuves E de 50 m³ (aire extérieure) – 4 cuves F de 65 m³ (zone 4) – 3 cuves A de 50 m³ (zone 4)  <b>50t</b> de déchets métalliques (câble...) <b>250t</b> de matériels (bois, carton, absorbant, flexible...) <b>150 m³</b> de terres/gravats <b>50 m³</b> de boues	A
2790-1	<b>Installation de traitement de déchets</b>	Traitement des huiles contenant des PCB/PCT –	A

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
	<b>dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795</b>	Hall 8 (Déchloreuse)	
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : – traitement physico-chimique – mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	Broyage mécanique des bobines de cuivre Hall 3 Retrait de matériaux amiantés Flux maximal journalier : <b>&gt;100t/j</b> Flux maximal annuel : <b>30 000t/an</b>	A
2792-1-a	1. Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm a) La quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 2 t <i>Nota : La concentration en PCB/PCT s'exprime en PCB totaux. Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Quantité maximale de fluides contenant des PCB/PCT supérieure ou égale à <b>200 tonnes</b> réparties dans les cuves : - 3 cuves D (zone 2 sous auvent) - 3 cuves A (zone 4)  Halls 1 à 4 et 10	A et SSH
2792-2	2. Installations de traitement, y compris les installations de décontamination, des déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm, hors installations mobiles de décontamination. <i>Nota : La concentration en PCB/PCT s'exprime en PCB totaux. Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Quantité maximale traitée : <b>300 t d'appareils contenant de l'huile avec une teneur &gt; 50ppm en PCB/PCT</b>  Halls 1 à 4 et Hall 8 (Déchloreuse)	A et SSH
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<b>Quantité totale stockée &lt; 2 500 t</b>	A

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE).

Les installations du site ne sont pas classées pour les rubriques suivantes :

- 4610 (2 t de sodium)
- 2910 (groupe électrogène de 800 kW)
- 2925 (atelier de charge d'accumulateurs avec une puissance totale < 50 kW)
- 4510 (Hypochlorite de sodium / Heptane / Isooctane)
- 4734 (12 m<sup>3</sup> fioul domestique)
- 4718 (<1 t de propane).

Les installations du site sont affectées en zones :

- Zone administrative/bureaux
- Zone 1 : un bâtiment d'exploitation principal dédié au traitement et à la valorisation des masses métalliques souillées (transformateurs), composé de 4 halls (halls 1 à 4) avec un local broyeur, un local maintenance et le laboratoire
- Zone 2 :
  - Cuves de stockage de liquides en vrac sur rétention, réparties sur 2 aires distinctes,
  - Une rétention pour le stockage de déchet liquide conditionné,
  - Atelier de maintenance.
- Zone 3 :
  - Hall 10 : hall de réception, de pompage et démontage des transformateurs faiblement pollués (teneur en PCB < 50 ppm), des bornes porcelaines et des cellules SF6,
  - Hall 9 : hall de stockage de déchets industriels conditionnés.
- Zone 4 :
  - Local de traitement d'huiles souillées par déchloration (local déchloreuse),
  - Hall 8 : hall de stockage de déchets industriels conditionnés,
  - Cuves de stockage de liquides en vrac sur rétention, réparties sur 2 aires distinctes.
- une plateforme extérieure de stockage (palettes, contenants vides, ferrailles...)
- un bassin de collecte des eaux pluviales, un bassin de stockage des eaux incendie, un bassin tampon et une réserve incendie,
- une station d'Ultrafiltration.

### 1.3.4 Classement SEVESO de l'établissement

L'établissement APROCHIM de Grez-en-Bouère relève du statut « Seveso Seuil Haut » au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive Seveso III compte tenu des déchets dangereux susceptibles d'être présents dans les installations et susceptibles de présenter les propriétés de dangers relatives aux rubriques 2792-1-a et 2792-2. Ce statut est accordé dans le cadre du bénéfice de l'antériorité pour les établissements existants.

### 1.3.5 Activités classables dans les rubriques de la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) relevant de la loi sur l'eau

L'établissement relève également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 piézomètres	D

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime (*)
2.1.5.0-1	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	6 ha	Déclaration

#### **ARTICLE 1.4 – CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

## **TITRE 2 – DONNER ACTE DE L'ÉTUDE DE DANGERS**

Il est donné acte à la société APROCHIM dont le siège social est situé ZI de La Promenade à Grez-en-Bouère, de la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement (référence de l'étude de dangers : [R.22.0214] complétée par le courrier du 3 juillet 2025).

L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations selon les conditions décrites dans l'étude de dangers dans sa version du 11 décembre 2022, complétée le 3 juillet 2025, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans, et d'une révision si nécessaire, conformément aux dispositions de l'article R. 515-98 du code de l'environnement et de l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut SEVESO seuil haut.

La notice de réexamen est à transmettre avant le **3 juillet 2030**. En cas de révision, l'étude de dangers révisée est jointe à la notice de réexamen.

#### **ARTICLE 2.1 – CONFORMITÉ AUX PLANS ET DOSSIERS**

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment les dossiers visés dans le présent arrêté.

Les plans sont maintenus à jours et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés antérieurs et les réglementations autres en vigueur.

## **TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **ARTICLE 3.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

Le site est raccordé au réseau d'adduction d'eau potable de la collectivité et est équipé d'un disconnecteur.

Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont estimées à :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel
Réseau d'eau public	Eau de ville de la Communauté de communes du pays de Meslay Grez	800 m <sup>3</sup> /an

Les arrivées d'eau sont munies de dispositifs de mesure totaliseurs des quantités prélevées. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

L'exploitant établit un plan de maîtrise de sa consommation d'eau dans le respect des normes sanitaires et des mesures d'hygiène. La consommation générale sur le site est suivie de façon à minima mensuelle. Ces enregistrements (papier ou numérique) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant mène constamment des investigations pour diminuer et rationaliser sa consommation d'eau potable. Les résultats de ces investigations sont consignés et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3.2 – CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET**

Les articles 26.2, 26.3 et 26.4.1 et 26.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 2006 sont remplacés par les dispositions du présent arrêté.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories suivantes :

- les eaux pluviales de ruissellement (toitures, voiries, aires de stockage extérieures (entreposage pièces décontaminées) et eaux pluviales issues des rétentions) susceptibles d'être polluées. Elles rejoignent l'unité de traitement (ultrafiltration) puis le bassin tampon de 1 000 m<sup>3</sup> ;
- les eaux de lavage issues des douches et lavabos des locaux sociaux et laboratoire et du nettoyage des sols de ces zones qui rejoignent l'unité de traitement (ultrafiltration) ;
- les eaux « vannes » qui rejoignent un assainissement autonome.

Il n'y a aucun rejet d'eaux liées au process ou au lavage des sols des zones de process ou d'entreposage. Ces eaux font l'objet d'une évacuation en tant que déchets pour traitement vers des filières adéquates dûment autorisées.

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Identification du point de rejet	Bassin
Coordonnées PK et coordonnées Lambert II étendu	X = 438 265, Y = 6 758 250, Z = 71,19
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (toiture, voiries, issues des zones d'entreposage et des rétentions) et eaux de lavage (douche, lavabos...) dites « eaux lessiviellles »
Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> /j),	5 m <sup>3</sup> /h
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	(Fossé, Ru puis La Taude) La Taude
Autres dispositions éventuelles	Traitement par décantation et ultrafiltration Transit via un bassin tampon de 1 000 m <sup>3</sup> avant rejet dans le milieu naturel

## **ARTICLE 3.3 – PLAN DES RÉSEAUX**

L'exploitant dispose d'un plan des réseaux qui représente au minimum :

- tous les réseaux enterrés susceptibles d'être présents sur le site (AEP, eaux usées, eaux pluviales, électricité, télécommunication, etc.). Chaque réseau doit être facilement identifiable par une couleur spécifique. Le sens d'écoulement des fluides dans les canalisations doit être matérialisé,
- le point de rejet,
- le point de prélèvement des rejets d'eaux à analyser,
- le bassin de régulation des eaux pluviales,
- le séparateur à hydrocarbures,
- le dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées ainsi que sa ou ses vannes de confinement.

## **ARTICLE 3.4 – LES REJETS AQUEUX**

### **3.4.1 Les équipements**

Le site dispose :

- d'un réseau permettant de collecter toutes les eaux pluviales du site,
- d'un bassin de rétention des eaux pluviales d'un volume minimal de 1 000 m<sup>3</sup>, équipé d'un dispositif de débit de fuite d'une capacité maximale de 5 m<sup>3</sup>/h, d'un séparateur à hydrocarbures, placé en amont du bassin de rétention des eaux pluviales,
- d'un seul et unique point de rejet,
- d'un point de prélèvement construit dans les règles de l'art et selon les normes en vigueur.

Les eaux pluviales collectées, comprenant en particulier les eaux recueillies sur les voies de circulation, les eaux provenant des aires de stockage des pièces décontaminées et les eaux éventuellement recueillies dans les cuvettes de rétention, sont expédiées vers le bassin tampon d'une capacité de 1 000 m<sup>3</sup> aménagé en point bas du site après traitement par ultrafiltration. Ce bassin est muni de vannes pour prévenir tout risque de débordement, en cas de pluies exceptionnelles ou de panne prolongée de la station de traitement.

L'exploitant dispose, par ailleurs, d'une capacité de stockage tampon supplémentaire de 200 m<sup>3</sup> en bêche souple. Pendant les opérations d'entretien bassin ou en cas de force majeure, et pour éviter des rejets sans traitement, les eaux peuvent être dirigées vers le bassin de collecte des eaux d'incendie.

En cas de confinement d'eaux d'extinction et de ruissellement suite à un incendie ou un déversement, et avant tout rejet vers le milieu naturel, des analyses sont effectuées sur ces eaux afin de s'assurer de la conformité des rejets. Elles portent a minima sur les paramètres suivis à une fréquence trimestrielle ou plus conformément au 3.4.3 du présent arrêté et, tout autre paramètre pertinent notamment au regard des moyens de lutte contre l'incendie mis en œuvre. Elles sont transmises à l'inspection des installations classées. En cas de non-conformités, elles devront être éliminées vers des filières adéquates et dûment autorisées.

Afin d'éviter la présence d'eau, les cuves D et leurs cuvettes doivent être couvertes. La galerie technique doit également être préservée de tout écoulement. Les eaux éventuellement collectées, que ce soit dans les cuvettes précitées ou dans la galerie technique sont dirigées après contrôle vers le bassin destiné aux eaux pluviales.

Les eaux souillées par les hydrocarbures sont traitées dans un débourbeur-séparateur ou tout autre système équivalent. Les égouttures ou fuites éventuelles provenant des aires de distribution d'hydrocarbures sont récupérées et traitées dans la même installation.



La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est :

<i>Surface des voiries</i>	<i>9 284 m<sup>2</sup></i>
<i>Surface bâtiments</i>	<i>7 203 m<sup>2</sup></i>
Surface totale	16 500 m <sup>2</sup> soit 1,65 ha

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 5 m<sup>3</sup>/h.

L'exploitant dispose de tous les documents permettant de justifier le bon dimensionnement du volume du bassin de régulation des eaux pluviales, le débit maximal du dispositif de débit de fuite et la capacité de traitement du séparateur à hydrocarbures.

Les eaux pluviales sont collectées sur l'ensemble du site et sont dirigées dans un bassin de collecte de 1 000 m<sup>3</sup> puis transitent par une unité d'ultra filtration. Ces rejets sont contrôlés, après passage par l'ultra filtration, au moyen d'un prélèvement moyen proportionnel au débit. Les eaux pluviales ainsi traitées sont ensuite envoyées vers un bassin de filtration passive avant d'être rejetées dans le fossé extérieur.

Une consigne ou une procédure décrit le mode de fonctionnement et les conditions de rejets des eaux pluviales.

### 3.4.2 L'entretien des équipements

L'exploitant s'assure du bon entretien du bassin de régulation des eaux pluviales permettant l'absence de développement de végétation ou l'absence de dépôt de sédiments pouvant réduire le volume minimal de ce bassin.

Le séparateur à hydrocarbures est vidangé et nettoyé au minimum une fois par an. Les boues qui y sont récupérées sont évacuées et traitées dans une filière agréée et font l'objet d'un suivi par l'intermédiaire d'un bordereau de suivi des déchets dangereux.

Entre chaque vidange du séparateur à hydrocarbures, l'exploitant réalise un contrôle de son état et de son fonctionnement. Ce contrôle est consigné dans un registre (papier ou numérique), tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'observation, l'exploitant mène, dans les plus brefs délais, les mesures correctives qui sont également consignées dans ce registre.

### 3.4.3 Surveillance des rejets aqueux

L'analyse des rejets d'eaux pluviales portera sur les paramètres fixés à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 et à l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié. Les valeurs limites applicables sont également celles fixées à l'article 33-18 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sus-visé.

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous (point de rejet 1) :

Paramètres	Code SANDRE	Valeur limite à l'émission – VLE	Surveillance (fréquence...)
Débit horaire (m <sup>3</sup> /h)	-	5 m <sup>3</sup> /h	En continu
pH	1302	5,5 < pH < 8,5	En continu
Température de rejet	1301	< 30 °C	En continu
MES	1305	• 60 mg/l si le flux maximal est inférieur à 15 kg/j	Mensuelle

Paramètres	Code SANDRE	Valeur limite à l'émission – VLE	Surveillance (fréquence...)
		• 35 mg/l si le flux maximal est supérieur à 15 kg/j	
DCO	1314	• <b>180 mg/l</b> • 125 mg/l si le flux maximal est supérieur à 50 kg/j	Mensuelle
Cadmium et ses composés	1388	• 25 µg/l	Mensuelle
Arsenic et ses composés	1369	• 50 µg/l	Mensuelle
Cuivre et ses composés	1392	• 0,5 mg/l • 0,25 mg/l si rejet dépasse 5 g/j	Mensuelle
Plomb et ses composés	1382	• 0,1 mg/l	Mensuelle
Zinc et ses composés	1383	• 1 mg/l	Mensuelle
Chrome et ses composés	1389	• <b>0,15 mg/l</b> • 0,1 mg/l si rejet supérieur à 5 g/j	Mensuelle
Nickel et ses composés	1386	• 0,2 mg/l si rejet supérieur à 5 g/j	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	• 5 mg/l	Trimestrielle
Composés organiques halogénés ou Halogènes des composés organiques absorbables (AOX ou EOX)	1106 (AOX) et 1760 (EOX)	• 1 mg/l si rejet dépasse 30 g/j	Trimestrielle
Chloroforme (trichlorométhane)	1135	• 50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j	Trimestrielle
Diuron	1177	• 25 µg/l	Trimestrielle
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	6616	• 25 µg/l	Trimestrielle
Somme des PCB (7)	7431	• 5 µg/l	Trimestrielle
Dioxines et composés de type dioxines* (PCCD, PCDF et PCB-TD)	7707	• 25 µg/l	Trimestrielle
Nonylphénols*	1958	• 25 µg/l	Trimestrielle
Toluène	1278	• 74 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j	Trimestrielle
Dichlorométhane	1168	• 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	Annuelle
Azote	1551	• 30 mg/l si flux > 50Kg/j	Annuelle
Phosphore	1350	• 10 mg/l si flux > 15Kg/j	Annuelle
Indice Phénols	1440	• 0, 2 mg/l	Annuelle
Indice cyanures totaux	1390	• 0,2 mg/l	Annuelle
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al)	7714	• 5 mg/l si rejet dépasse 20 g/j	Annuelle
Étain et ses composés	1380	• 2 mg/l si rejet dépasse 20 g/j	Annuelle
Ion Fluorure	7073	• 10 mg/l si rejet dépasse 100 g/j	Annuelle

Paramètres	Code SANDRE	Valeur limite à l'émission – VLE	Surveillance (fréquence...)
Benzène	1114	• 50 µg/l si rejet dépasse 1 g/j	Annuelle
Mercure et ses composés*	1387	• 10 µg/l	Annuelle
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088	• 25 µg/l (somme des 5 composés : Benzo(a)Pyrène, Benzo(b)fluoranthène, benzo (g, h, i) perylène et indeno (1,2,3-cd)pyrène)	Annuelle

*\*les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.*

Les valeurs limites d'émissions pourraient être révisées à la baisse dans le cas où elles ne permettent pas de respecter les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations les éléments justifiant de la contribution des flux dans le milieu naturel.

Au moins une fois par an, les analyses des paramètres sont effectuées par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

## **ARTICLE 3.5 – SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX**

### **3.5.1 Programme de surveillance**

L'exploitant peut solliciter auprès du préfet une révision de son programme de surveillance sur la base de justifications, de 4 mesures à minima. La modification, si elle ne relève pas d'une modification substantielle, ou l'abandon de paramètres, une fois validé par l'inspection, devra figurer dans les télédéclarations.

**L'ensemble des résultats de l'autosurveillance sont analysés et commentés en tant que de besoin et transmis à l'inspection par télédéclaration (GIDAF).**

### **3.5.2 Mesures de recalage et mesures comparatives**

#### **3.5.2.1 Mesures de recalage**

Outre les mesures réalisées dans le cadre du programme de surveillance (autosurveillance), des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, sont effectuées par un organisme extérieur agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Cet organisme est différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Ces mesures comparatives sont réalisées selon la fréquence minimale précisée au tableau suivant :

Paramètres	Fréquence
Paramètres suivis en autosurveillance (réalisées par l'exploitant)	annuelle

Un contrôle inopiné peut se substituer à une mesure comparative.

#### **3.5.2.2 Vérification de la chaîne d'autosurveillance**

L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans par un organisme extérieur, une vérification complète des chaînes de mesure des émissions utilisées dans le cadre de l'autosurveillance.

Cette vérification porte d'une part sur les conditions de prélèvement et de conservation des échantillons prélevés et d'autre part sur les mesures et l'exploitation des résultats des analyses exécutées. La conclusion du rapport de vérification permet d'apprécier le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.

**Ce document est accompagné d'éventuelles propositions d'améliorations et de leurs modalités de mise en œuvre.**

### **ARTICLE 3.6 – EXPRESSION DES RÉSULTATS**

L'exploitant établit un rapport périodique relatif aux résultats des mesures d'autosurveillance de ses émissions dans l'environnement. Chaque analyse des eaux fait l'objet d'un rapport conclusif qui compare les résultats obtenus aux valeurs limites à l'émission (VLEs) applicables et d'une synthèse qui commente, analyse et interprète les résultats de la période considérée (en particulier les causes et les amplitudes des écarts), les mesures comparatives évoquées supra et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, du traitement des émissions, de la maintenance...) ainsi que leur efficacité.

Les rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de la Police de l'eau.

En cas de non-conformités, l'exploitant mène dans les plus brefs délais :

- les investigations nécessaires pour en connaître les causes,
- les mesures correctives pour un retour à la conformité mais également celles prises et envisagées pour éviter une nouvelle dérive,
- un nouveau prélèvement des rejets d'eaux pluviales permettant de s'assurer que les mesures prises ont bien permis un retour à la conformité.

L'ensemble de ces actions est consigné dans un document (papier ou numérique) tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de la Police de l'eau.

---

## **TITRE 4 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **ARTICLE 4.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **4.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu**

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques et identifiées dans l'étude des dangers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'ensemble des documents (rapports de contrôle périodique, traçabilité des mesures correctives, rapports de vérification des mesures prises, etc.) est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **4.1.2 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

Le site dispose d'un dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées, notamment lors d'un incendie, composé d'un bassin de confinement des eaux d'extinction dont le volume utile total toujours disponible est de 500 m<sup>3</sup> et d'un bassin complémentaire de 1 000 m<sup>3</sup>. Le volume total disponible doit être au minimum de **932 m<sup>3</sup> à tout moment**. L'exploitant dispose des moyens nécessaires afin de s'en assurer.

En cas d'incendie ou de déversement accidentel sur le site, les mesures d'urgence comprennent l'orientation systématique des eaux de ruissellement et d'extinction vers le bassin de confinement. La vanne de confinement doit être facilement identifiable et manœuvrable en toute circonstance. Une procédure et des consignes prévoient les mesures et dispositions prises pour confiner les eaux d'extinction et de ruissellement en cas d'incident sur le site.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Toutes les installations de l'unité de traitement ainsi que les aires de stockage en cuve sont disposées sur une rétention étanche reliée au bassin de confinement du site. En particulier :

- les rétentions relatives aux cuves de stockage des huiles issues des transformateurs traitées ou les huiles traitées disposent d'une capacité minimale de 112 m<sup>3</sup>.
- les déchets liquides et huiles sont entreposés selon les conditions définies dans l'étude des dangers selon la disposition suivante :

Identification de la cuve	Type de produit	Capacité	Capacité des rétentions associées
6 Cuves (A1 à A6)	Huiles décontaminées < 50 ppm Huiles > 50 ppm à décontaminer	50 m <sup>3</sup> chacune 300 m <sup>3</sup> au total	202 m <sup>3</sup>
4 Cuves F (F1 à F4) verticales	Huiles décontaminées < 50ppm	65 m <sup>3</sup> chacune 260 m <sup>3</sup> au total	248 m <sup>3</sup>
4 Cuves E (E1, E2, E3 et E4)	Huiles < 50ppm	50 m <sup>3</sup> chacune 150 m <sup>3</sup> au total	131 m <sup>3</sup>
3 Cuves D	1 cuve dédiée au stockage d'huiles souillées à forte teneur en PCB (> 10 000 ppm) et 2 cuves dédiées au stockage de liquides souillés	50 m <sup>3</sup> chacune 150 m <sup>3</sup> au total	134 m <sup>3</sup>

#### 4.1.3 Organisation des stockages

Les emplacements de stockage sont constamment matérialisés et identifiés conformément au plan fourni dans le dossier de demande d'autorisation. L'exploitant dispose de moyens de contrôle efficace du respect des conditions de stockage.

Les cuves B1 à B4 et C1 ne sont plus utilisées et sont consignées. Les cellules de SF6 sont entreposées dans une cage grillagée dédiée dans le Hall 10.

#### 4.1.4 Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Les dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010 sus-visé, sont applicables à l'établissement concernant la protection de ses installations au regard de la protection contre la foudre.

#### 4.1.5 Installations électriques

Les dispositions relatives aux installations électriques de l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010 sus-visé, sont applicables à l'établissement.

L'ensemble des rapports et la justification des mesures correctives engagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **4.1.6 Prévention des accidents liés au vieillissement**

Les installations et équipements font, conformément à l'arrêté ministériel modifié du 04 octobre 2010, l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité.

Pour les installations et équipements concernés, l'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection de l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010.

L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

### **ARTICLE 4.2 – AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS**

#### **4.2.1 Déchets entrants**

L'exploitant met en place des moyens de s'assurer que, à tout moment :

- l'état des déchets entrants n'entraîne pas de risque spécifique (pas d'échauffement, de fuite...)
- la quantité maximale de déchets entrants ne dépasse pas 30 000 tonnes à l'année ;
- avant le mélange des déchets, que ceux-ci ne sont pas incompatibles entre eux.

Les déchets issus du traitement (démantèlement) des équipements sont correctement triés sur site et évacués vers les filières adéquates et dûment autorisées en respectant le mode de hiérarchisation des traitements. Toutes les dispositions en matière de prévention à la gestion des déchets dangereux nécessaires sont prises dans le respect des réglementations en vigueur.

#### **4.2.2 Entretien équipements et des installations**

L'exploitant mène régulièrement des opérations de surveillance du bon fonctionnement de ces équipements (dysfonctionnement et défaillances, température, mesures de niveaux...). Chaque opération de contrôle est consignée dans un registre (papier ou numérique). Le cas échéant, l'exploitant met en place, dans les plus brefs délais, des mesures correctives pour un retour à la conformité, qui sont également consignées dans ce registre.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes. Au moins une fois par an et autant que de besoin, l'exploitant réalise un nettoyage complet de ses installations. Ces opérations sont également renseignées dans le registre décrit ci-dessus.

L'ensemble des documents, registre, rapports de contrôle, etc. est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **4.2.3 Formation du personnel à la lutte contre l'incendie**

L'exploitant s'assure que chaque personnel est formé annuellement pour :

- les consignes de sécurité concernant le risque incendie
- la conduite à tenir en cas de départ de feu,
- les principaux risques d'incendie et leur localisation.

Le personnel saisonnier, temporaire ou en intérim est également formé dès sa prise de poste.

L'exploitant dispose de tous les justificatifs nécessaires attestant, pour chaque personnel, que la formation a bien été dispensée selon les dispositions ci-dessus.

#### 4.2.4 Entretien du site et de ses abords

Les espaces verts du site sont correctement et régulièrement entretenus afin d'éviter des zones susceptibles de départ de feu.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- l'entretien et le nettoyage des voiries, accès, parking, etc, afin de limiter les envols de poussières,
- limiter les envols de déchets issus des zones de stockage et de traitement des déchets, des opérations de chargement, déchargement, et transport des différents types de déchets,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles précédemment décrites.

### **ARTICLE 4.3 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **4.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

Les dispositions de l'article 38.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 2006 sont remplacées par les dispositions du présent arrêté.

L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, selon les dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 22 décembre 2023 sus-visé, complété comme suit :

– une réserve incendie d'une capacité de 400 m<sup>3</sup> implantée au nord/ouest du site est accessible et disponible en toute circonstance et alimentée par le réseau d'eau public ;

L'exploitant s'assure en toute circonstance que cette réserve est accessible et que la capacité de 400 m<sup>3</sup> est disponible.

L'exploitant dispose également d'une convention de droit privé afin de disposer si nécessaire de la réserve de 400 m<sup>3</sup> de l'entreprise voisine et mitoyenne.

– 2 poteaux incendie (PI), situés en dehors du site et à proximité des limites de propriété du site, alimentés par le réseau d'eau public avec :

– un débit de 90 m<sup>3</sup>/h (180 m<sup>3</sup> sur 2 h) pour le premier

– un débit de 130 m<sup>3</sup>/h (260 m<sup>3</sup> sur 2 h) pour le deuxième

L'exploitant est en mesure de justifier, à tout moment, que les poteaux d'incendie sont capables de fournir simultanément un débit total minimum de 140 m<sup>3</sup>/heure pendant une durée de 2 heures soit un volume minimum de 280 m<sup>3</sup>.

L'exploitant est capable de fournir les dernières mesures réalisées sur les poteaux.

– des extincteurs en nombre suffisant et adaptés aux risques rencontrés, selon les normes en vigueur.

L'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé un contrôle périodique du bon fonctionnement des extincteurs **au moins une fois par an**. Le rapport de contrôle périodique est conclusif et fait l'objet de l'émission d'un rapport Q4 ou équivalent. En cas de non-conformité relevée dans le rapport Q4 ou son équivalent, l'exploitant met en place, dans les plus brefs délais, des mesures correctives qui sont consignées dans un document (papier, ou numérique). Après la mise en œuvre des mesures correctives, l'exploitant fait procéder à un nouveau contrôle des extincteurs pour vérifier le retour à la conformité.

L'ensemble des documents concernant le contrôle de ces moyens est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 4.3.2 Système de détection

Les locaux abritant les équipements de traitement ou l'entreposage des équipements en vue de leur traitement (halls 1 à 4, 8 et 10) et les zones d'entreposages sont équipés de dispositifs **de détection d'incendie** en nombre suffisant et adaptés aux risques rencontrés, selon les normes en vigueur. Les dispositifs de détection incendie sont reliés à une alarme sonore et visuelle avec report d'alarme au poste de surveillance.

Le broyeur dispose d'un système d'extinction composé d'extincteurs pendulaires se déclenchant en présence de chaleur et le dépoussiéreur dispose d'un système d'extinction qui sera déclenché manuellement en cas de départ d'incendie.

L'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, un contrôle périodique du bon fonctionnement des dispositifs de détection incendie. Le rapport de contrôle périodique est conclusif et fait l'objet de l'émission d'un rapport Q7 ou équivalent. En cas de non-conformité relevée dans le rapport Q7 ou son équivalent, l'exploitant met en place, dans les plus brefs délais, des mesures correctives qui sont consignées dans un document (papier, ou numérique). Après la mise en œuvre des mesures correctives, l'exploitant fait procéder à un nouveau contrôle des dispositifs de détection incendie pour vérifier le retour à la conformité.

L'ensemble des documents concernant les dispositifs de détection incendie au niveau des bâtiments est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le local de traitement des huiles contaminées par déchloration est doté d'un dispositif de détection d'H<sub>2</sub> qui est asservi à une alarme sonore et visuelle avec report au poste de surveillance.

#### 4.3.3 Le système de report d'alarme

En dehors des heures de fonctionnement du site ou en cas d'absence de personnel sur le site, les dispositifs de détection incendie sont reliés à un système de report d'alarme soit vers une société de surveillance, soit vers un système de télésurveillance interne à la société suffisamment robuste vers des personnels pouvant être joignables et mobilisables rapidement et facilement. Le système de report d'alarme est conforme aux normes en vigueur.

Des rondes de surveillance sont mises en place aux heures de fermeture du site ou d'absence prolongée du personnel.

L'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé un contrôle périodique du bon fonctionnement du système de report d'alarme. Le rapport de contrôle périodique est conclusif. En cas de non-conformité relevée, l'exploitant met en place, dans les plus brefs délais, des mesures correctives qui sont consignées dans un document (papier, ou numérique). Après la mise en œuvre des mesures correctives, l'exploitant fait procéder à un nouveau contrôle, pour vérifier le retour à la conformité. L'ensemble des documents concernant le système de report d'alarme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 4.3.4 Système de détection

En plus du Plan d'Opération Interne, l'exploitant met en place un Plan de Défense Incendie tel que défini dans l'arrêté ministériel modifié du 22 décembre 2023. Les éléments du PDI peuvent être directement inclus dans le POI.

Ce plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services du SDIS 53.

#### 4.3.5 Exercices

Des exercices d'évacuation et de défense contre l'incendie sont renouvelés régulièrement **au minimum une fois tous les ans**.



Chaque exercice fait l'objet d'un rapport conclusif qui trace les points forts de l'organisation de la lutte contre l'incendie, les pistes d'amélioration et les points défaillants. Le compte-rendu de l'intervention des services du SDIS 53 est joint dans ce rapport. À l'issue de la rédaction de ce rapport, l'exploitant engage, le cas échéant, des mesures correctives qui sont consignées en annexe de ce rapport.

L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services du SDIS 53.

#### **4.3.6 Mesures de maîtrise des risques**

Les « Mesures de maîtrise des risques » identifiées dans l'étude des dangers visant à contenir les effets d'un accident sur le site sont maintenues, testées, identifiées et contrôlées périodiquement.

---

## **TITRE 5 – DISPOSITIONS ANTÉRIEURES**

---

Les dispositions de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 29 avril 2019 sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté et de son annexe confidentielle. Les enceintes sous-vides ont été démantelées et ne sont plus utilisées.

---

## **TITRE 6 – AUTRES DISPOSITIONS**

---

### **ARTICLE 6.1 - CADUCITÉ**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de deux ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **ARTICLE 6.2 - TRANSMISSION À L'EXPLOITANT**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, qui doit l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

### **ARTICLE 6.3 - DIFFUSION**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Grez-en-Bouère pour y être consultée.

Un exemplaire sera affiché à la dite mairie, pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire de Grez-en-Bouère et envoyé à la préfecture, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne pendant une durée minimale de quatre mois : <http://www.mayenne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Autorisations>.

## **ARTICLE 6.4 -EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Château-Gontier, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de Grez-en-Bouère sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux chefs de service concernés.

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général de la préfecture

*SIGNÉ*

Ronan LÉAUSTIC

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :**

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

#### **Article R. 181-51 du code de l'environnement :**

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la

décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.